

IDEES TRIBUNES

HERVÉ JUVIN

Président d'Eurogroup Institute



MICHEL DELLUCC

UNION EUROPÉENNE

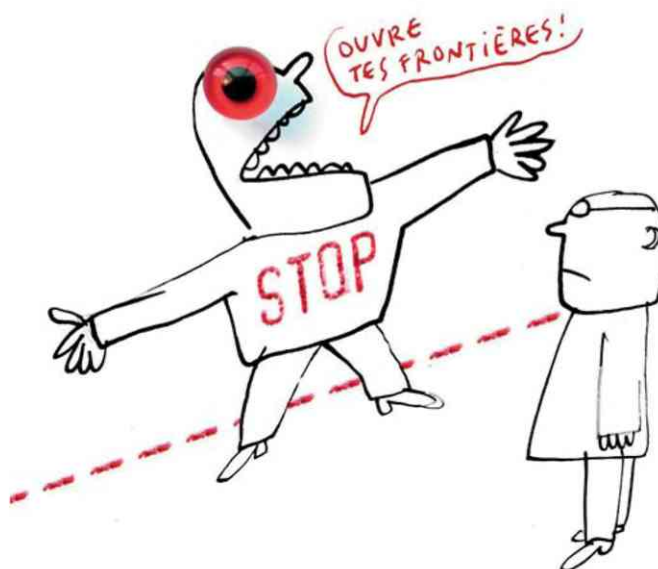
Ce libre-échange qui nous ruine

« **L**N'EST PAS D'ÉCONOMISTE qui ne soit favorable au libre-échange », nous assure-t-on. L'affaire paraît entendue. Le redressement de l'Europe depuis 1945, la sortie du tiers-monde de la misère, l'envolée de la Chine, du Brésil et demain des lions africains, tout serait à l'actif du libre-échange. La mondialisation est heureuse, le libre-échange est sa règle, et l'Europe, son disciple.

Mais qui peut croire encore à ces sornettes ? Chaque négociation internationale prouve que les pays les plus affairés à inculquer à l'Europe le dogme du libre-échange sont loin de se l'appliquer. Les Etats-Unis, la Chine, l'Inde, le Brésil et tant d'autres ne désarment pas leurs frontières et ne négligent pas leurs intérêts vitaux. Ils font valoir leur préférence nationale sans complexes et sans pudeur. Si des BlackBerry sont assemblés au Brésil, si l'épargne indienne est si bien protégée, si Internet demeure un territoire américain, si la Chine exige, en contrepartie d'échanges industriels, qu'on lui accorde le statut d'économie de marché, c'est parce que tous savent bien que le libre-échange et la baisse des tarifs douaniers comme la protection de secteurs d'activité, l'édiction de normes et les barrières non tarifaires sont des instruments de stratégies économiques. Et ils savent aussi que le libre-échange est une doctrine d'exportation chargée d'ouvrir le monde aux entreprises, aux directives et aux capitaux américains aujourd'hui, aux propriétaires, aux mafias et aux colons chinois demain. Et cela fonctionne : l'Union européenne n'emploie pas ces outils, elle adhère à une doctrine, elle prend le libre-échange pour ce qu'il n'est pas, un principe et une vérité.

Les effets de cette confusion sont connus : l'Europe ne nous protège de rien. L'ouverture des frontières importe le sous-développement. La désindustrialisation a franchi des seuils difficilement réversibles. Combien de temps faut-il à un pays qui ne sait plus faire des voitures, des avions ou des congélateurs pour en retrouver la capacité ? Les niveaux de détention de la dette publique à l'extérieur correspondent à un niveau de dépendance consentie. Avec près de 70 % de

*** Aucun organisme vivant ne survit longtemps s'il accepte tout de l'extérieur, sans distinguer ce qui le conforte et ce qui le détruit.**



la dette détenue par des non-résidents, la France est dans une situation bien plus fragile que le Japon ou même que l'Italie ! Et l'interdépendance tant célébrée est à l'origine d'effets d'amplification de la volatilité, de dépendance effective, qui viennent heurter la passion retrouvée des peuples pour leur autonomie.

Le temps est venu de dénoncer les contre-vérités dont l'historien Paul Bairoch a fait justice, en établissant sans ambiguïté que, dans l'histoire du développement, « le protectionnisme est la règle et le libre-échange, l'exception ». Pour le dire autrement, aucun organisme vivant ne survit longtemps s'il accepte tout de l'extérieur, sans distinguer ce qui le nourrit, le conforte, et ce qui le menace ou le détruit.

La frontière, c'est la peau. Elle peut être nationale, elle peut être européenne, mais sans elle l'entité collective n'est plus qu'un grand corps malade et bientôt condamné.

L'Union européenne et la France doivent retrouver cette capacité à prendre de l'extérieur ce qui leur est utile, à rejeter à l'extérieur ce qui les ruine. Qui croit sérieusement que nous avons besoin de plus de produits chinois, de plus de capitaux du Golfe, de plus de maïs transgénique et de plus de lobbyistes anglo-américains à Bruxelles ?

ILLUSTRATION : SERGE BLOCH